

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
NO : R-3981-2016 – Phase 2

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

---

HYDRO-QUÉBEC, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (L.R.Q., c. H-5), ayant son siège social au 75, boul. René-Lévesque Ouest, dans les cité et district de Montréal, province de Québec, H2Z 1A4,

Demanderesse

---

DEMANDE DU TRANSPORTEUR DE MODIFICATION DES TARIFS ET  
CONDITIONS DES SERVICES DE TRANSPORT POUR L'ANNÉE 2017  
PHASE 2

---

## ARGUMENTATION DU TRANSPORTEUR

### APPLICATION DU CODE DE CONDUITE DU TRANSPORTEUR À LA SUITE DE TRANSFERTS D'ACTIVITÉS ET DE RESSOURCES

Régie de l'énergie
DOSSIER: R 3981-2016 Phase 2
DÉPOSÉE EN AUDIENCE DAL HQT
Date: 10 avril 2017
Pièces n°: non cotée

## APPLICATION DU CODE DE CONDUITE DU TRANSPORTEUR À LA SUITE DE TRANSFERTS D'ACTIVITÉS ET DE RESSOURCES

### PROCÉDURE

Dans la décision procédurale D-2016-170 du 9 novembre 2016, la Régie de l'énergie (« Régie ») a institué une Phase 2 dans le cadre de la présente demande afin de traiter, d'une part, de l'application du *Code de conduite du Transporteur*<sup>1</sup> (« Code de conduite ») et, d'autre part, des impacts liés à l'exercice, par le Transporteur, de la fonction d'exploitant d'installation de production (« Generator operator » ou « GOP ») sur les *Tarifs et les conditions de services de transport d'Hydro-Québec* (« Tarifs et conditions »).

Le 16 janvier 2017, par lettre, la Régie a précisé ses attentes quant à la preuve attendue du Transporteur dans cette Phase 2.

Le 14 février 2017, le Transporteur a déposé au dossier de la Régie sa preuve documentaire.

Les 13 mars et 3 avril 2017, le Transporteur a déposé ses réponses aux demandes de renseignements de la Régie et des intervenants.

Le 20 mars 2017, la Régie, par sa décision D-2017-030, accueille la demande d'intervention de Rio Tinto Alcan inc. et mentionne :

*« [28] Dans le cadre du présent dossier, la Régie traitera exclusivement des enjeux définis dans sa lettre du 16 janvier 2017. Elle rappelle que ses principales préoccupations, dans le présent dossier, ont trait au respect du Code de conduite du Transporteur et à l'impact tarifaire, en cas d'imposition de sanctions pécuniaires à la suite d'une contravention aux normes de fiabilité. »*

Le 21 mars 2017, la Régie a requis la présence de témoins d'Hydro-Québec dans ses activités de production (« Producteur ») lors de l'audience du présent dossier.

L'audience est prévue du 5 au 10 avril 2017.

---

<sup>1</sup> Disponible au : [http://www.oatiaoasis.com/HQT/HQTdocs/Code\\_de\\_Conduite\\_du\\_Transporteur.pdf](http://www.oatiaoasis.com/HQT/HQTdocs/Code_de_Conduite_du_Transporteur.pdf)

## INTRODUCTION

La Régie a examiné le concept de séparation fonctionnelle et l'opportunité pour le Transporteur de se doter d'un code de conduite dans le cadre du dossier R-3401-98.

La Régie mentionne, à sa décision D-2002-95 du 30 avril 2002 (à la page 36), ce qui suit :

### 2.1.2. OPINION DE LA RÉGIE

*La séparation fonctionnelle découle du texte de la Loi. En effet, l'article 2 de la Loi définit le transporteur d'électricité comme étant Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité. Ce même article définit aussi le distributeur d'électricité comme étant Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité.*

*En conséquence, la Régie considère qu'une séparation fonctionnelle des activités d'Hydro-Québec est un outil essentiel pour assurer la réglementation du transporteur. La Régie demande au transporteur de se rapprocher le plus possible du concept d'entreprise autonome distincte et de ne conserver, à titre de services intégrés, que les seuls services pour lesquels des économies d'échelle et/ou des économies de gamme sont possibles. La Régie s'attend à ce que le transporteur traite aussi les affiliés comme s'ils étaient des tiers.*

*La tâche de la Régie est de mettre en place les outils réglementaires assurant l'efficacité de la séparation fonctionnelle, de manière à protéger la clientèle du service réglementé contre les risques d'interfinancement, et à permettre un accès non discriminatoire aux services. Les outils privilégiés sont le code de conduite, le système OASIS et une procédure d'examen des plaintes. À ces outils, s'ajouteront les tarifs et conditions de service applicables aux services offerts, tel que discuté à la section 11.*

*La Régie considère qu'Hydro-Québec a démontré l'efficacité opérationnelle du regroupement des activités chez TransÉnergie. Selon la Régie, le modèle mis en place est acceptable aux fins de la fixation, par la Régie, des tarifs du transporteur.* (Nos soulignements)

À sa décision précitée, la Régie adhère au concept de séparation fonctionnelle mais elle :

- demande « *de se rapprocher le plus possible* » mais n'impose pas la mise en place d'une entreprise autonome distincte ;
- reconnaît *de facto* que des services intégrés peuvent et doivent exister lorsque « *des économies d'échelle et/ou des économies de gamme sont possibles* ».

En 2004, à la suite d'audiences publiques, la Régie adopte le Code de conduite (Décision D-2004-122). Ce code est appliqué depuis cette date par le Transporteur.

Dans le cadre du dossier précité, le Transporteur déposait auprès de la Régie les *Normes de conduite relatives à la séparation fonctionnelle des activités de transport, de production et de marchés de gros*<sup>2</sup> dont le préambule mentionne :

*Afin d'obtenir le statut de négociant sur les marchés américains, Hydro-Québec doit offrir aux autres producteurs et négociants des conditions de réciprocité qui soient crédibles et fiables. Elle-même producteur, transporteur et vendeur, l'entreprise ne peut se permettre de tirer un avantage commercial de sa structure intégrée au détriment des autres joueurs du marché. Elle se placerait ainsi en conflit d'intérêt et ne saurait jouir longtemps des avantages de la réciprocité.*

*À cet effet, des mesures sont prises pour séparer fonctionnellement les activités d'Hydro-Québec reliées au transport d'électricité et au contrôle des mouvements d'énergie des fonctions de production et de vente. Ces mesures comprennent notamment la création de la division TransÉnergie et l'adoption de normes de conduite et de procédures édictées en mai 1997 par Affaires corporatives du Secrétariat général.*

Les normes de la séparation fonctionnelle s'appliquent à Hydro-Québec de manière transversale : « *Séparation fonctionnelle à Hydro-Québec : l'affaire de tous* »<sup>3</sup>.

### **Constats**

- Les normes de la séparation fonctionnelle et les règles du Code de conduite sont toujours d'application à Hydro-Québec. Le Transporteur adhère et applique avec rigueur ces règles comme les témoins du Transporteur l'ont exposé.
- La *Loi sur la Régie de l'énergie* (la « Loi ») a été récemment amendée afin d'y insérer une disposition (art. 48.1) qui, par la mise en place d'un nouveau modèle de tarification, doit favoriser la réalisation de gains d'efficacité par le Transporteur avec pour objectif une réduction des coûts qui soit profitable à la clientèle.
- Dans ce contexte, le Transporteur doit disposer d'une pleine flexibilité opérationnelle afin d'être en mesure de réaliser les gains d'efficacité attendus.

<sup>2</sup> Disponible au : [http://www.regie-energie.qc.ca/audiences/3401-98/SuiviDecision/Suivi-D-2002-95\\_CodeConduiteTransp\\_18dec03.pdf](http://www.regie-energie.qc.ca/audiences/3401-98/SuiviDecision/Suivi-D-2002-95_CodeConduiteTransp_18dec03.pdf)

<sup>3</sup> HQT-4, Document 2.2, page 4. Les références aux notes sténographiques ci-après, NS, 7 avril 2016, page 62.

- Tel que la décision D-2002-95 le mentionne, la séparation fonctionnelle est essentielle mais elle ne constitue pas un carcan qui prohibe les services intégrés surtout dans une perspective de recherche d'efficacité favorisée par la Loi précitée.
- Les ajustements organisationnels du Transporteur ont été réalisés pour des fins d'efficacité organisationnelle, tel que les représentants du Transporteur en ont fait état en audience.
- Les outils nécessaires à la Régie pour s'assurer du respect des règles de la séparation fonctionnelle, à savoir les Tarifs et conditions, la procédure de plainte du Transporteur et le Code de conduite, y incluant les suivis annuels, sont pleinement opérationnels et appliqués par le Transporteur.

## 1 Code de conduite du Transporteur

En bref, le Code de conduite prévoit que :

- a) Les Tarifs et conditions gouvernent les relations du Transporteur avec sa clientèle.
- b) Les objets du Code de conduite, sont :
  - Prévenir toute forme de traitement préférentiel en faveur d'une entité affiliée ; et,
  - Prévenir l'interfinancement des activités commerciales d'une entité affiliée par la clientèle du Transporteur.
- c) Le Transporteur demeure distinct des autres divisions d'Hydro-Québec.
- d) Le Transporteur dispose de bureaux séparés.
- e) Les employés du Transporteur qui participent aux opérations du réseau, à la commercialisation des services de transport ou qui remplissent des fonctions de fiabilité du réseau travaillent indépendamment des employés d'Hydro-Québec dans ses activités de production d'électricité (« Producteur ») qui mènent des activités de marché de gros.
- f) Les employés du Transporteur, visés par le Code de conduite sont informés qu'ils ne doivent pas divulguer ou permettre l'accès à aucun employé qui participe à des activités de marché de gros à des renseignements lui accordant un traitement préférentiel concernant le réseau de transport par le biais de communication non publiques.
- g) Le Transporteur assure la confidentialité des renseignements commerciaux de sa clientèle.
- h) Le Transporteur assure une diffusion de l'information et une formation continue aux personnes concernées par les règles du Code de conduite.
- i) Le Transporteur applique de la même manière les Tarifs et conditions tant à l'égard de ses entités affiliées qu'à l'égard de tout autre client.
- j) Le Transporteur maintient des registres comptables distincts de ceux de ses entités affiliées.
- k) Les actifs, les biens et les services, liés ou non à l'électricité, qui sont acquis par le Transporteur auprès d'entités affiliées doivent l'être conformément à la politique de prix de cession reconnue par la Régie.

Le Code de conduite demeure harmonisé avec les plus récentes ordonnances de la FERC<sup>4</sup> sur ce sujet. Le Transporteur reprend à l'annexe 1 de la présente argumentation des extraits d'ordonnances de la FERC.

---

<sup>4</sup> Ordonnances 717, 717 A, 717 B, 717 C et 717 D.

## Constats

- La FERC favorise l'approche fonctionnelle au niveau des employés, recentrant son domaine d'application là où il existe le plus grand potentiel d'abus ou de traitement préférentiel.
- La règle du fonctionnement indépendant est arrimée à la fonction exercée par l'employé lui-même (ou elle-même). Ainsi, tout employé d'une filiale de marketing d'énergie doit « travailler indépendamment » des employés de la fonction de transport qui administrent le réseau ou gèrent les demandes de services sur une base quotidienne. La catégorie d'employés qui doivent fonctionner indépendamment des employés de la fonction de transport sont ceux qui s'engagent activement et personnellement dans des fonctions de marketing d'énergie (vente).
  - Les fonctions de transport correspondent aux opérations du système de transport et à la planification, la direction, l'organisation ou l'exécution des **opérations de transport au jour le jour**, y compris l'octroi et le refus des demandes de service de transport. L'employé visé est celui qui activement et personnellement s'engage dans des fonctions de transport au quotidien ;
  - Les fonctions de marketing correspondent à la vente pour la revente, ou la soumission d'offres de vente, sur les marchés de l'électricité. L'employé de la fonction de marketing est celui qui, activement et personnellement, s'engage dans des **fonctions de vente au quotidien**.
- Un dirigeant, un administrateur ou un autre employé de supervision n'est pas considéré comme exerçant la fonction de transport ou la fonction de marketing s'il ne s'engage pas activement et personnellement dans ces fonctions.
- Élimination du concept des « employés partagés ». Désormais seuls les employés de la fonction marketing doivent fonctionner indépendamment des employés de la fonction de transport.
- La règle « No Conduit » est maintenue mais modifiée pour viser uniquement les employés de la fonction marketing (par opposition à tous les employés de l'affilié), en tant que personnes qui ne peuvent pas recevoir des informations concernant la fonction de transport. L'obligation correspondante est maintenue à savoir l'interdiction aux employés du transporteur de divulguer des informations sur les fonctions de transport non publiques aux employés de la fonction de marketing (définis pour inclure les employés d'un affilié).

- Les exigences de formation annuelle concernant les règles du Code de conduite sont maintenues y incluant une formation aux nouveaux employés dans les 30 premiers jours de leur emploi.
- **L'interprétation et l'application au Québec des principes et règles du Code de conduite doit s'adapter au contexte réglementaire ainsi qu'au marché de l'électricité qui sont en constante évolution.**
- **Les principes et règles générales du Code de conduite du Transporteur étaient et sont toujours harmonisés avec la FERC.**

## 2 Application du Code de conduite du Transporteur

À la suite du transfert d'activités et de ressources du Contrôleur HQT vers le groupe Direction financière et contrôle (« DFC ») et de la direction Informatique du transport (« DIT ») vers la vice-présidence Technologies de l'information et des communications (« VPTIC »), la Régie s'interroge quant à certains aspects particuliers.

La preuve documentaire et testimoniale<sup>5</sup> probante du Transporteur a couvert tous ces aspects, à savoir :

- L'absence de conflit d'intérêts dans le rattachement à la DFC du Contrôleur HQT ;
- Le respect de la séparation fonctionnelle entre les unités visées ;
- Le directeur – Commercialisation et affaires réglementaires (« directeur – Commercialisation ») du Transporteur s'assure et atteste du respect du Code de conduite à la Régie;
- Les transferts sont sans impacts<sup>6</sup> sur les revenus requis et respectent les dispositions du Code de conduite notamment en ce qui concerne l'application de la politique de prix de cession.

Le tout, tel qu'il est ci-après décrit.

<sup>5</sup> Les références aux notes sténographiques sont identifiés « NS ».

<sup>6</sup> À coût nul dans l'année du transfert.



### ***Personnel assujéti au Code de conduite à la suite des transferts et mesures de mise en œuvre à l'égard du personnel transféré***

Il a été convenu entre le directeur – Commercialisation d'Hydro-Québec TransÉnergie et les gestionnaires des unités transférées que les employés attirés à des activités visant le Transporteur demeureraient assujéti au Code de conduite. Ces employés, incluant les gestionnaires, s'engagent à respecter les règles du Code de conduite. Les directeurs concernés doivent fournir les informations requises à cet effet au directeur – Commercialisation du Transporteur.

En maintenant ces employés des unités transférés assujéti au Code de conduite, le directeur – Commercialisation s'assure du respect de celui-ci de la même façon qu'avant les ajustements organisationnels.

Les mesures générales en place pour appliquer les règles du Code de conduite aux activités courantes du Transporteur et s'assurer de son respect en tout temps par les employés assujéti sont les suivantes :

- Les employés assujéti des unités transférées demeurent informés du Code de conduite et doivent compléter une auto-formation une fois par année ;
- Les nouveaux employés assujéti doivent également compléter l'auto-formation ;
- Les gestionnaires des unités transférées ont la responsabilité de répondre aux demandes d'interprétation des règles d'application du Code de conduite ;
- Les employés assujéti des unités transférées travaillent de façon indépendante des employés des entités affiliées participant à des activités de marchés de gros ;
- Il est interdit aux employés assujéti des unités transférées de divulguer des informations non publiques liées au réseau de transport aux employés qui participent aux activités de marchés de gros ou de servir d'intermédiaire pour la communication de telles informations ;
- Les informations auxquelles les employés assujéti des unités transférées accèdent dans l'exercice de leurs fonctions demeurent confidentielles.

### ***Bilan annuel<sup>7</sup>***

Le Contrôleur HQT demeure responsable de l'exécution des travaux nécessaires aux fins de l'émission de l'attestation de la conformité de l'application des règles du Code de conduite.

---

<sup>7</sup> Voir Rapport annuel 2015 du Transporteur, HQT-6, Document 7.

Cette attestation est émise annuellement par le Contrôleur HQT au directeur – Commercialisation du Transporteur. Elle repose sur un exercice de vérification comprenant des points de contrôle couvrant les règles du Code de conduite et s'appuie également sur les redditions de comptes annuelles déposées au directeur Commercialisation par les directions des employés assujettis.

Le responsable de l'application du Code de conduite, soit le directeur Commercialisation, présente annuellement un rapport sur l'application du Code de conduite accompagné d'une attestation de conformité préparée par le Contrôleur HQT.

Ce rapport est déposé au président du Transporteur. Il est également présenté dans le rapport annuel du Transporteur transmis à la Régie.

### ***Transferts d'activités et de ressources vers le groupe DFC et vers la VPTIC***

La fonction du **Contrôleur HQT** desservant le Transporteur est demeurée inchangée à la suite du transfert vers la DFC.

Dans sa présentation en audience, Mme Boucher souligne les objectifs du transfert<sup>8</sup> :

*Assurer un meilleur encadrement des fonctions planification, comptabilité et contrôle*

*Recentrer les activités des bureaux de Contrôleurs sur les rôles et responsabilités inhérentes à leurs fonctions*

*Harmoniser et optimiser les processus de travail*

*Assurer le développement de la relève au sein de la fonction Finances*

*Le tout en s'assurant du respect du Code de conduite*

Mme Boucher témoigne :

*Mes activités, de même que celles des chefs qui travaillent dans ma direction, sont toujours attirées aux activités du Transporteur, on ne réalise pas d'activités corporatives.<sup>9</sup>*

Le Transporteur rappelle sa présentation en audience et le témoignage de M. Verret :

<sup>8</sup> HQT-4, Document 2.2, page 9 et NS, 7 avril 2016, pages 71 et 72.

<sup>9</sup> NS, 7 avril 2016, page 72.

### **Transfert du Contrôleur HQT**

- *Le groupe DFC qui accueille la direction – Planification financière et Contrôleur, soit le Contrôleur HQT, n'est pas une entité qui mène des activités de marchés de gros*
- *Le Contrôleur HQT ne doit pas servir d'intermédiaire à la divulgation ou au partage d'informations prohibées*
- *Le changement organisationnel vise l'uniformisation et l'optimisation des processus*
- *Les employés du Contrôleur HQT attirés à des activités visant le Transporteur demeurent assujettis au Code de conduite<sup>10</sup>*

Les employés relevant du Contrôleur HQT assujettis au Code de conduite sont tenus de préserver la confidentialité des informations visées. Ils doivent protéger la confidentialité des informations concernant le réseau de transport et les clients du Transporteur ainsi que la confidentialité de toute information non publique dont la nature pourrait procurer un avantage aux entités affiliées qui mènent des activités de marché de gros par rapport à d'autres utilisateurs du réseau de transport.

Les employés assujettis du Contrôleur HQT et de la direction adjointe – Cadre réglementaire et filiales (« DACRF »), appliquent les mesures suivantes :

- Les employés du Contrôleur HQT et les employés de la DACRF attirés au cadre financier réglementaire du Transporteur n'ont pas d'accès aux données financières du Contrôleur supportant les activités du Producteur et inversement. Ces employés travaillent de façon indépendante des employés chargés des activités de marchés de gros.
- Le Contrôleur HQT et le directeur adjoint – Cadre réglementaire et filiales ne siègent pas au comité de gestion du groupe Direction financière et contrôle. Ils siègent au comité de gestion de la directrice principale – Contrôle corporatif, dont les sujets abordés sont encadrés et se limitent aux activités de comptabilité et de contrôle. Ce comité de gestion ne traite pas des activités de marchés de gros.
- Le Contrôleur HQT continue de siéger au comité de gestion du président d'Hydro-Québec TransÉnergie.

**Le transfert de la DIT vers la VPTIC a pour objectifs d'améliorer la gestion des unités regroupées et d'optimiser les processus.**

En audience, M. Labelle précise les avantages de la nouvelle organisation<sup>11</sup>:

<sup>10</sup> HQT-4, Document 2.2, page 4 et NS, 7 avril 2016, pages 66 à 68.

- **Les principaux avantages du transfert d'activités et de ressources de la DIT à la VPTIC sont :**
  - *La consolidation des systèmes et des infrastructures informatiques assurant une meilleure gestion des actifs TIC (ex. migration vers des centres de traitement de données mieux sécurisés)*
  - *La bonification de la qualité des services d'exploitation TI en soutien aux applications*
  - *L'uniformisation et la modernisation des méthodes de travail TI (ex. outils de surveillance des systèmes) et une meilleure gestion des expertises techniques spécialisées*

En audience, M. Labelle<sup>12</sup> précise l'objectif d'efficience recherché par le transfert, le rôle de soutien de la direction – Relations d'affaires TIC – HQT et HQIÉSP et que le transfert des ressources n'a pas eu d'effets à l'égard des utilisateurs des applications logicielles qui n'ont pas été l'objet de centralisation et sont ainsi demeurés dans les domaines d'affaires respectifs, soit du Transporteur et du Producteur séparément :

*Le premier point, c'est le concept d'être utilisateurs des applications logicielles. À la VPTIC, on n'est pas les utilisateurs des applications logicielles, c'est bien important, ça, parce que vu qu'on va sûrement revenir sur ce point-là pour tenter d'expliquer la séparation des rôles, les utilisateurs demeurent dans les unités où elles étaient avant, il n'y a rien qui a changé pour ça, donc les utilisateurs des logiciels et des applications des systèmes du côté du Transporteur, du côté du CMÉ, demeurent là. C'est eux qui fixent les spécifications pour développer les logiciels, c'est eux qui testent l'ensemble des applications qui sont livrées pour s'assurer que ça fait bien le travail et il n'y a rien qui a changé par rapport à ça. Nous, notre travail, donc, c'est, on le dit bien, là, c'est des activités informatiques en soutien. Donc, en soutien, oui, au développement des applications, parce qu'il y a des applications qui poursuivent leur développement, et aussi en support quand il arrive des enjeux sur les systèmes, donc on supporte les ordinateurs, les systèmes d'exploitation, on s'assure que tout est toujours à on, si je peux dire, et que l'application, elle repart. Donc, on n'est pas l'utilisateur, si je prends une analogie, on n'est pas l'utilisateur de Excel, mais on fournit l'ordinateur, on fournit Windows, on fournit le Excel, qu'on peut avoir développé, mais on ne connaît pas le chiffrier puis on ne va pas jouer dans les données de la fonction. [...]*

<sup>11</sup> HQT-4, Document 2.2, page 10 et NS, 7 avril 2016, pages 72 à 76.

<sup>12</sup> HQT-4, Document 2.2, page 13 et NS, 7 avril 2016, pages 82 ss et 106.

*C'est sûr qu'il y a des objectifs visés par ces mouvements-là, qui sont les mêmes, à peu près, dans l'ensemble du marché de l'informatique, des TI, en disant qu'il y a des gains d'efficience à aller vers ces orientations-là.*

Le Transporteur rappelle la présentation en audience et le témoignage de M. Verret<sup>13</sup>:

***Transfert de la direction – Informatique du transport (« DIT »)***

- *La VPTIC qui accueille la DIT n'est pas une entité qui mène des activités de marchés de gros*
- *La VPTIC ne doit pas servir d'intermédiaire à la divulgation ou au partage d'informations prohibées*
- *La VPTIC offre des activités de soutien en matière de TI*
- *Le regroupement vise une optimisation des activités de l'entreprise*
- *La création de la direction Relations d'affaires TIC – HQT et HQIÉSP et sa présence au comité de gestion de HQT assurent une proximité avec les opérations de HQT*
- *Aucun actif transféré*
- *Les employés de la VPTIC attirés à des activités visant le Transporteur demeurent assujettis au Code de conduite*

En ce qui concerne les règles du Code de conduite, les employés attirés à des activités visant le Transporteur, transférés de la DIT vers la VPTIC, y sont demeurés assujettis.

Dans le cas du transfert de la DIT, les actifs demeurent ceux du Transporteur, mais la gestion de ces actifs, est transférée à l'entité affiliée VPTIC. La Régie continuera à exercer ses pouvoirs en vertu de l'article 73 de la Loi en ce qui concerne l'autorisation pour acquérir, construire ou disposer d'actifs informatiques de transport destinés au transport d'électricité.

Les **prix de cession** utilisés lors des transferts des activités et des ressources du Contrôleur HQT vers le groupe DFC et de la DIT vers la VPTIC correspondent au coût complet lié à l'utilisation de ces ressources en conformité avec l'article 5.1 du Code de conduite.

---

<sup>13</sup> HQT-4, Document 2.2, page 7 et NS, 7 avril 2016, pages 68 à 71.

Le Transporteur est dorénavant facturé pour ces coûts par le biais de la facturation interne à coût complet.

Les coûts utilisés avant et après ajustements organisationnels sont identiques et n'ont donc engendré aucun impact sur les charges nettes d'exploitation et sur les revenus requis autorisés pour l'année 2017 du Transporteur.

Pour le futur, l'efficacité des fournisseurs internes sera constatée par la Régie et remise à la clientèle à même la détermination des revenus requis des années subséquentes et ce, tel que Mme Boucher<sup>14</sup> en témoigne éloquentement :

*Bonjour. Je voudrais juste compléter la réponse de mon collègue, monsieur Labelle. Je ne suis pas en mesure de quantifier les gains stratégie par stratégie, mesure d'optimisation par mesure d'optimisation. La seule chose que je puisse dire, étant responsable des budgets d'opération du Transporteur, je peux seulement confirmer que suite aux transferts, aux ajustements organisationnels, moi, je vois une baisse tangible dans les coûts de la VPTIC. [...]*

*Alors, ce que je vous dirais c'est que les fournisseurs internes représentant une portion importante des charges du Transporteur, on a quand même près de quarante pour cent (40 %) de nos charges d'exploitation brutes avant de capitaliser les coûts et avant de refacturer auprès d'autres unités, comme les coûts de téléconduite, par exemple. On a une part importante de nos coûts qui vient des fournisseurs internes. Alors, si on veut être en mesure d'intégrer de l'efficacité année après année dans les revenus requis, les fournisseurs internes doivent être mis à contribution, et ils le sont, et je la vois, l'efficacité.[...]*

*Par ailleurs, la Régie, dans sa dernière décision, a demandé aux fournisseurs internes de présenter dorénavant leurs coûts de service dans les dossiers tarifaires. Alors, la Régie va avoir en sa possession beaucoup plus d'informations pour juger de cette efficacité-là, remise dans les tarifs.*

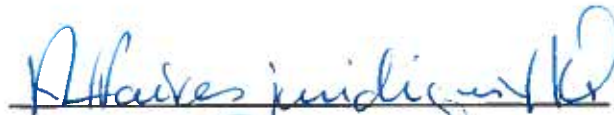
<sup>14</sup> NS, 7 avril 2016, pages 105, 110 et 111.

**CONCLUSION**

Le Transporteur demande respectueusement à la Régie de rendre une décision selon sa preuve documentaire et testimoniale qui est probante et de constater la conformité de ses activités au *Code de conduite du Transporteur*.

Le tout respectueusement soumis.

Montréal, le 10 avril 2017



Affaires juridiques Hydro-Québec

(Me Yves Fréchette)



## Annexe 1

### Extraits des ordonnances de la Federal Energy Regulatory Commission (FERC)

#### *Ordonnance 717<sup>15</sup>*

##### Pages 1 à 4

2. The reforms adopted in this Final Rule are designed to eliminate the elements that have rendered the Standards difficult to enforce and apply. They combine the best elements of Order No. 2004 (especially the integration of gas and electric Standards, an element not contested in National Fuel) with those of the Standards originally adopted for the gas industry in Order No. 497 and for the electric industry in Order No. 889.

Specifically, the Final Rule (i) eliminates the concept of energy affiliates and (ii) eliminates the corporate separation approach in favor of the employee functional approach used in Order Nos. 497 and 889. In addition, the reforms adopted here conform the Standards to the National Fuel opinion. At bottom, these reforms, by making the Standards clearer and by refocusing them on the areas where there is the greatest potential for affiliate abuse, will make compliance less elusive and subjective for regulated entities, and will facilitate enforcement of the Standards by the Commission.

##### Pages 19 à 20

#### **C. Independent Functioning Rule**

[...]

the transmission function employees of a transmission provider to function independently of the marketing employees of the transmission provider. However, the NOPR proposed eliminating the corporate separation approach to the Independent Functioning Rule, which was adopted in Order No. 2004, and replacing it with the employee functional approach previously utilized in Order Nos. 497 and 889. Under the NOPR proposal, the relevant consideration for purposes of applying the Independent Functioning Rule is the function performed by the employee himself (or herself). Thus, while under the current Standards any employee of a marketing or energy affiliate is prohibited from interacting with transmission function employees, the proposed Standards restricted the category of employees who must function independently from transmission function employees to those who actively and personally engage in marketing functions.

35. To implement this approach, the NOPR proposed definitions of certain key terms, the principal two being "transmission functions" and "marketing functions." The definitions of

---

<sup>15</sup> Disponible au : <https://www.ferc.gov/legal/maj-ord-reg/stand-conduct.asp>



"transmission function employee," "marketing function employee," "transmission function information" and "marketing function information" all keyed off these two core definitions.

[...]

### **1. Transmission Functions**

The NOPR proposed to define transmission functions" as "transmission system operations and the planning, directing, organizing or carrying out of transmission operations, including the granting and denying of transmission service requests."

Page 21 à 22

### **c. Commission Determination**

[...]

The Commission intends the definition to apply to day-to-day operations, not long-range planning. [...] "the planning, directing, organizing or carrying out of day-to-day transmission operations, including the granting and denying of transmission service requests." This modification focuses the definition on those areas most susceptible to affiliate abuse.

[...]

The definition we adopt in this Final Rule is directed at short-term real time operations, including those decisions made in advance of real time but directed at real time operations.

[...]

### **2. Transmission Function Employee**

[...]

In the NOPR, the Commission proposed to define transmission function employee as: "an employee, contractor, consultant or agent of a transmission provider who actively and personally engages in transmission functions."

Page 24 à 25

### **c. Commission Determination**

[...] that field, maintenance and construction workers, as well as engineers and clerical workers, are not normally involved in the day-to-day operations of the transmission system. Therefore, they would not fall within the scope of the definition of transmission function employee [...]

[...] add the phrase "day-to-day" to further clarify the scope of activity covered by the definition.

[...] question of whether balancing authority personnel are included in the definition of transmission function employees depends on the circumstances. If the transmission provider

also serves as a balancing authority, and an employee's duties encompass both transmission provider and balancing authority activities, such an employee would be a transmission function employee (provided his or her duties are encompassed by the definition of transmission function employee). If, however, the two functions are separate, and the employee performs no duties outside of those specific to a balancing authority employee, he or she would not be considered a transmission function employee.

Pages 26

### **3. Marketing Functions**

#### **a. Commission Proposal**

50. The NOPR proposed defining marketing functions as "the sale for resale in interstate commerce, or the submission of offers or bids to buy or sell natural gas or electric energy or capacity, demand response, virtual electric or gas supply or demand, or financial transmission rights in interstate commerce," [...]

Pages 38 à 43

#### **c. Commission Determination**

##### **i. Electric Industry**

76. Besides modifying section 358.3(c) to provide a separate definition of marketing functions for public utilities and their affiliates, the Commission revises the definition to read as follows. "the sale for resale in interstate commerce, or the submission of offers to sell in interstate commerce, of electric energy or capacity, demand response, virtual transactions, or financial or physical transmission rights, all as subject to an exclusion for bundled retail sales, including sales of electric energy made by providers of last resort (POLRs) acting in their POLR capacity." See section 358.3(c)(1).

Pages 50 à 53

### **4. Marketing Function Employee**

#### **a. Commission Proposal**

98. The NOPR proposed defining a marketing function employee as "an employee, contractor, consultant or agent of a transmission provider or of an affiliate of a transmission provider who actively and personally engages in marketing functions." See proposed section 358.3(d).

[...]

#### **c. Commission Determination**

102. The Commission adopts the proposed definition of marketing function employee in section 358.3(d), with the addition of the adverbial phrase "on a day-to-day basis."

[...]

## **5. Supervisors, Managers and Corporate Executives**

### **a. Commission Proposal**

107. The second sentence of the proposed NOPR definitions of transmission function employee and marketing function employee stated that an officer, director or other supervisory employee is not considered to be a transmission function or marketing function employee if he or she does not actively and personally engage in transmission or marketing functions. See proposed sections 358.3(d) and (i).

Pages 58 à 62

### **c. Commission Determination**

116. In an effort to provide clarity in this area, which has long been the subject of much discussion and concern, the Commission in the NOPR included a second sentence in the definition of both transmission and marketing function employees that specifically addressed corporate executives and supervisory personnel. The proposed sentence provided that such employees were not considered to be transmission or marketing function employees if they were not actively and personally engaged in such functions, and was included to provide reassurance to officers, directors and supervisors that a mere oversight role did not render them transmission or marketing function employees. As Idaho Power points out, however, the sentence is redundant, as no employee, contractor or agent not so engaged is considered to be a transmission or marketing function employee. Therefore, we delete the sentence from the definitions of transmission and marketing function employees.

117. The Commission's intention in introducing the phrase "actively and personally engaged," which is retained in the first sentence of each definition, was similar to that implicit in use of the phrase "day-to-day." The concept underlying both is simply this: if an employee regularly carries out or supervises the details of the activities in question, he or she is actively and personally engaged in them; if he or she merely signs off on the activities without having directed or organized the activities, he or she is not personally engaged in them. Thus, for example, supervisors who are not involved in the negotiation of a gas or electric energy sale, and who do not oversee or provide input into the details of the negotiations being carried out by another employee (e.g., by editing and revising material elements of a contract), but rather simply approve the contract governing the sale, are not marketing function employees. Furthermore, as we noted in the preamble of the NOPR, de minimis involvement in transmission and marketing functions will not render a person a transmission or marketing function employee. Therefore, a supervisor who on rare occasions has tangential involvement in a negotiation, such as being called in to meet the negotiating parties from the other side, is not thereby rendered a marketing function employee.

118. That said, the Commission will add the phrase "day-to-day" to the definition of transmission and marketing function employees, in order to provide even greater certainty. Our addition of the phrase "day-to-day" also obviates the need to add the phrase de minimis in the regulatory text.

[...]

121. A principal goal of the reforms made in this Final Rule is to provide greater certainty to regulated entities and their employees regarding the scope of the Independent Functioning Rule and the No Conduit Rule. The carefully circumscribed nature of the definitions of transmission functions and of transmission and marketing function employees should provide greater clarity than is contained in the existing Standards with regard to the permissible activities of supervisors, managers, and corporate executives.

We suggest that if a situation truly does appear to be a close call, that in itself should be a red flag that suggests conservatism in applying the rule. In this area, it is best to err on the side of caution.

122. For further clarification as to what is included in the day-to-day operation of the transmission system (and thus which employees would be considered transmission function employees), we mention the following examples, in addition to the granting and denying of service requests already specified in the definition: coordinating the actual physical flows of power or gas, balancing load with energy or capacity, isolating portions of the system to prevent cascades, imposing transmission loading relief, and the like. Supervisors who are not actively and personally engaged in activities of these or a similar nature would not be considered to be transmission function employees. In regard to AGA's and Duke's requests for clarification regarding the roles of managers and officers who are involved in corporate governance, strategic and long-range planning, and development of general negotiating parameters for wholesale contracts, we clarify that these types of activities go beyond the day-to-day activities that characterize transmission function employees and marketing function employees, and participation in them would not make an employee a transmission function employee or a marketing function employee.

## **6. Elimination of Shared Employees Concept**

### **a. Commission Proposal**

123. In the NOPR, the Commission noted that the corporate separation approach instituted in Order No. 2004 made it difficult for companies to transact needed business because all the employees of a marketing affiliate would be walled off from the transmission provider's transmission function employees. The corporate separation approach required the creation of whole categories of employees who could be shared between the transmission provider and the marketing affiliate, such as officers and members of the board, field and maintenance employees, and risk management employees. Issues have also arisen under the existing

Standards as to whether such employees as lawyers, accountants, and rate design personnel should be exempted. The NOPR's substitution of the employee functional approach in place of the corporate separation approach eliminates the need for shared employees, since it is now only marketing function employees who must function independently from transmission function employees. Therefore, the regulatory text omitted any mention of shared employees.

Pages 65

**c. Commission Determination**

129. As discussed in the NOPR, the substitution of the employee functional approach for the corporate separation approach renders continuation of the concept of "shared employees" unnecessary. Since only those individuals who engage in transmission or marketing functions now fall within the scope of the Independent Functioning Rule, support personnel of the type formerly included in the concept of shared employees, and who do not meet those definitions, do not. Therefore, there is no need to further exempt them under the outmoded rubric of shared employees.

Pages 66 à 69

131. Commenters raise questions as to whether various types of employees formerly classified as shared employees are beyond the scope of the Independent Functioning Rule, citing such employees as attorneys, accountants, risk management personnel, regulatory personnel, rate design personnel, and strategic planning personnel. Again, the determination depends on the answer to a more fundamental question: do such employees function in their stated roles, or do they also actively and personally perform day-to-day transmission functions or marketing functions? If they do not perform transmission functions or marketing functions, they are not subject to the Independent Functioning Rule. Therefore, if an attorney is rendering legal advice, he may consult with both transmission function employees and marketing function employees. Likewise, a risk management employee may develop risk guidelines for both transmission function employees and marketing function employees. And regulatory personnel may present before regulatory bodies filings that cover both transmission and marketing issues. Of course, all such employees would remain subject to the No Conduit Rule, and are prohibited from transmitting transmission function information to marketing function employees.

132. [...] Here, as well, if a rate design employee were also assigned the responsibility for performing transmission functions, he or she would be a transmission function employee. However, if the rate design employee is merely calculating rates to propose to the appropriate regulatory body, the employee would not be a transmission function employee; as discussed above, we are restricting the definition of transmission functions to the day-to-day operation of the transmission system.

[...]

## **7. Long-Range Planning and Procurement**

### **a. Commission Proposal**

135. The corporate separation approach of the former Standards created difficulties for public utilities engaged in long-range planning, and this difficulty was one of the impetuses that led to the reforms instituted in this Final Rule. Because such planning activities frequently encompass both transmission and generation issues, and because under the existing Standards none of the employees of a marketing or energy affiliate (except for shared employees) could interact with the transmission function employees of a transmission provider, it was difficult for planning personnel to gather needed information and to consult with appropriate personnel in order to make decisions on such basic matters as whether to build generation or to buy power. It was never the intent of the Commission to interfere with legitimate planning activities, something that is vital for the continued efficient operation of both the electric and natural gas industries.

136. The NOPR proposed substituting the employee functional approach for the corporate separation approach to the Independent Functioning Rule, thus permitting most company employees to interact with one another, and eliminating the wholesale walling off of all marketing and energy affiliate employees from the transmission function employees of the transmission provider.

Pages 73 à 74

### **c. Commission Determination**

144. As stated in the NOPR, one of the principal concerns the Commission had with the current Standards was the barriers they appear to have erected to coordinated resource planning, the critical importance of which the Commission stressed in Order Nos. 890 and 890-A. Public utilities complained they were finding it difficult to gather together the necessary personnel and data to efficiently analyze their long-range needs for both transmission and generation, due to the strictures imposed by the corporate separation approach to the Independent Functioning Rule. For that reason, as well as others, the Commission revised the scope of the Independent Functioning Rule to encompass only transmission function employees and marketing function employees, thereby concentrating the rule on the area that presented the greatest potential for undue preferences.

Pages 75 à 78

146. As stated earlier in connection with the discussion of the definition of "transmission functions," the Commission in this Final Rule clarifies that the term refers to the day-to-day operation of the transmission system, and has modified the definition accordingly. Long-range planning regarding the transmission system would not be included, and employees engaged in such long-range planning, provided they were not also actively and personally involved in the day-to-day operation of the transmission system, would not be considered

transmission function employees. Therefore, the Independent Functioning Rule would not apply to them.

147. Idaho Power Company requests clarification that long-range planning functions such as integrated resource planning and preparation of system impact studies not be considered transmission functions. We reiterate that so long as these activities do not implicate the day-to-day operation of the transmission system, they are not transmission functions. SMUD likewise questions whether long-range transmission planning is included in the definition; our amendment in this Final Rule clarifies that it is not. And SCANA requests that employees who perform generation-related resource planning not be considered transmission function employees (or marketing function employees).

These employees do not perform day-to-day transmission operations, and thus are not transmission function employees. Furthermore, they are not engaged in sales of energy for resale, and thus are not marketing function employees under our revised definition of the term.

[...]

## **8. Exclusion for Permitted Information Exchanges**

### **a. Commission Proposal**

153. In the NOPR, the Commission proposed an exclusion to both the Independent Functioning Rule and the No Conduit Rule for information that we believed required communication between transmission function employees and marketing function employees. Two categories of information were implicated: information regarding generation necessary to perform generation dispatch, and information necessary to maintain or restore operation of the transmission system. The Commission proposed that in situations requiring the exchange of such information, contemporaneous records be made of the communication, except in cases of emergency, when recordation was to be made as soon after the fact as practicable. The NOPR also proposed that the records of the communications be retained for a period of five years. See proposed sections 358.5(b), 358.6(b), 358.7(h).

Pages 86 à 89

### **c. Commission Determination**

174. As discussed above, the Commission is eliminating the corporate separation approach to the Independent Functioning Rule, and transmission function employees are no longer barred from interacting with all the employees of a marketing or energy affiliate (only marketing function employees). Therefore, the occasions where transmission function employees will legitimately need to interact in a professional capacity with employees barred from doing so under the Independent Functioning Rule is greatly reduced from the current Standards. This is especially true in the critical areas of reliability and generation dispatch, as it is rarely marketing function personnel who engage in these activities. However, to cover any isolated

circumstances that may remain, such as in the case of smaller utilities whose employees may perform multiple job duties, the Commission proposed in the NOPR an exclusion to the Independent Functioning Rule and the No Conduit Rule to ensure that where certain critical functions were concerned, employees would not hesitate to interact with one another for fear of violating the Standards.

Pages 90 à 92

#### **D. The No Conduit Rule**

188. In the NOPR, the Commission proposed carrying forward the no conduit prohibition of the existing Standards, but modified it to encompass only marketing function employees, not all employees of a marketing or (for the electric industry) an energy affiliate, as the persons who could not receive transmission function information. As in the case of the analogous reform to the Independent Functioning Rule, this change restricts the category of individuals who should be walled off from transmission function information to those who can capitalize on it in the form of an undue preference.

189. The Commission proposed prohibiting employees of a transmission provider from disclosing non-public transmission function information to the transmission provider's marketing function employees (defined to include employees of an affiliate). The Commission also proposed prohibiting the receipt of transmission function information by a transmission provider's marketing function employees. See proposed section 358.6.(a).

Pages 96 à 99

### **3. Commission Determination**

198. The Commission believes that the No Conduit Rule is at least equally as critical to the regulatory scheme of the Standards as is the Independent Functioning Rule, and adopts it in this Final Rule. [...]

199. We agree with SCE that the first subsection of the rule, proposed section 358.6(a)(1), which prohibits transmission function employees from disclosing non-public transmission function information to their transmission provider's marketing function employees, is redundant. This prohibition is necessarily included in the broader prohibition of the fourth subsection, proposed section 358.6(a)(4), which prohibits any employee of the transmission provider or of its marketing affiliates from making such disclosures. Therefore, we revise the regulatory text to eliminate the proposed first prohibition, and rearrange the remaining list of prohibitions.

Pages 134 à 135

#### **H. Training Requirements**

296. The NOPR proposed modifications to the training requirements for the Standards, requiring annual training for transmission function employees, marketing function



employees, officers, directors, supervisory employees, and any other employees likely to become privy to transmission function information; and requiring training on the Standards to new employees within the first 30 days of their employment. See proposed section 358.8(c)(1).

Pages 140 à 142

### **3. Commission Determination**

306. The Commission endeavored in the NOPR to limit training to those employees who would be most likely to be exposed to transmission function information, or those to whom the disclosure of such information is strictly prohibited. Obviously, transmission function employees and marketing function employees are the two core categories of employees that should be most cognizant of the rules. [...]

307. Officers, directors, and supervisory employees also have a clear need for an understanding of the Standards, as it is likely they will either be in a position to interact with both transmission function employees and marketing function employees, or be responsible for responding to any questions or concerns about the Standards from the employees who report to them. Other employees likely to become privy to transmission function information will vary from company to company; likely categories would include rate and regulatory personnel, lawyers, accountants, risk management personnel, and the like. This list is by no means exhaustive, but rather is included for illustrative purposes.

*Ordonnance 717-B*<sup>16</sup>

Pages 1 à 4

### **Requests for Rehearing and Clarification**

3. Several parties have requested expedited clarification regarding paragraph 80 of Order No. 717-A. Specifically, EEI and Western Utilities request that the Commission clarify that legal, finance, and regulatory personnel can be shared between an entity's transmission and marketing function units. Similarly, Otter Tail and Central Vermont seek clarification that lawyers, finance, and regulatory personnel may continue to provide support to marketing function employees, including drafting and redrafting contract non-price terms, without being classified as marketing function employees.

4. EEI also requests clarification that paragraph 80 in Order No. 717-A was "intended to convey that making business decisions about non-price terms and conditions can be a marketing function if the other 'marketing function' criteria are met."

---

<sup>16</sup> Disponible au : <https://www.ferc.gov/legal/maj-ord-reg/stand-conduct.asp>

**Commission Determination**

6. The Commission clarifies that the language in paragraph 80 of Order No. 717-A was overly broad. The Commission further clarifies that we intended to state in paragraph 80 of Order No. 717-A that an employee making business decisions about non-price terms and conditions can be considered a "marketing function employee" because that employee is actively and personally engaged in marketing functions. However, an employee who simply drafts or redrafts a contract, including non-price terms and conditions, without making business decisions is not a "marketing function employee." In making our findings in paragraph 80 in Order No. 717-A, the Commission did not intend to depart from the finding in paragraph 131 in Order No. 717 that employees are not subject to the Independent Functioning Rule if they do not perform transmission functions or marketing functions or to depart from the following examples in P 131:

[I]f an attorney is rendering legal advice, he may consult with both transmission function employees and marketing function employees. Likewise, a risk management employee may develop risk guidelines for both transmission function employees and marketing function employees. And regulatory personnel may present before regulatory bodies filings that cover both transmission and marketing issues. Of course, all such employees would remain subject to the No Conduit Rule, and are prohibited from transmitting transmission function information to marketing function employees.